

Dossier d'autorisation d'urbanisme

03901315D0002

Arbois - Jura

Type

Permis de demolir

État

Autorisé

Autorisation

07/07/2015

Surface créée

-

Surface démolie

-

Logements créés

-

Consulter la fiche actualisée

Scannez le QR code pour ouvrir la fiche publique du permis sur [RegistreDesPermis.fr](https://registre-des-permis.fr).



Export généré le 04/08/2026 à 05:41 depuis [RegistreDesPermis.fr](https://registre-des-permis.fr).

Les informations proviennent de données publiques importées et retraitées. Elles doivent être vérifiées auprès des sources administratives officielles avant toute décision engageante.

Synthèse du dossier

Référence	03901315D0002
Type	Permis de demolir
État d'avancement	Autorisé
Nature du projet	-
Destination	-
Demandeur	ANCIENS ETS G.SCHIEVER ET FILS
SIREN / SIRET	425920352 / 42592035200126

Dates du dossier

Dépôt	01/01/2015
Autorisation	07/07/2015
Décision	07/07/2015
Ouverture chantier	-
Achèvement travaux	-
Prise en compte autorisation	2015-08
Prise en compte ouverture chantier	-
Dernière mise à jour Sitadel	201508

Localisation

Adresse	21 RTE DE BESANCON ARBOIS 39600
Commune	Arbois (39013)
Département	Jura (39)
Région	Bourgogne-Franche-Comté (27)
Code postal	39600
Parcelles cadastrales	AM 250

Surfaces par destination

Destination	Avant	Créée	Démolie	Transformée	Issue transfo.
-------------	-------	-------	---------	-------------	----------------

Logements

Total créés	-	Individuels créés	-
Collectifs créés	-	Démolis	-
1 pièce créé	-	2 pièces créés	-
3 pièces créés	-	4 pièces créés	-
5 pièces créés	-	6 pièces et plus créés	-
Logements sociaux	-	Logements PTZ	-

Codes métier et interventions

Type de dossier source	-
Statut source	Autorisé
Nature déclarée	-
Nature complétée	-
Destination principale	-
Zone opérationnelle	Hors zone ou non renseigné
Type principal logements créés	-
Type de transformation	-
Piscine	-
Garage	-
Extension	-
Surélévation	-

Source

Jeu de données	data.gouv.fr
Ressource	8f73cf2d-7bc4-4b5a-b912-718d6991f0a0
Première importation	19/05/2026 10:01
Dernière observation	19/05/2026 10:01

Propriétaires et sociétés liées

Société / personne	SIREN	Lien identifié
ANCIENS ETS G.SCHIEVER ET FILS	425920352	Société du permis
439294240	439294240	Commissaire aux comptes titulaire
CERALP (CERALP)	340228212	Commissaire aux comptes titulaire
752692970	752692970	Président de SAS
882849946	882849946	Directeur Général
882970098	882970098	Directeur Général
949665061	949665061	Directeur Général
AUDIT PMA (APMA)	450720842	Commissaire aux comptes titulaire
LAURENCE FLOURET (PRUDHOMME)	-	Directeur Général
EMMANUEL MEUNIER	-	Président de SAS
FREDERIC THUROW	-	Directeur Général
FRANCK RIGAUD	-	Commissaire aux comptes suppléant
JEAN-FRANCOIS VALENCE	-	Commissaire aux comptes suppléant
JEAN-CLAUDE MONTMARTIN	-	Membre du conseil de surveillance
MARC-OLIVIER PIERRE HERVE MARIE COURGEON	-	Membre du conseil de surveillance
PIERRE-YVES ALEXANDRE GABRIEL MARIE COURGEON	-	Membre du conseil de surveillance
SOPHIE JACQUELINE ODETTE MARIE PICQ (COURGEON)	-	Membre du conseil de surveillance
BERTRAND PHILIPPE BOURGEOIS	-	Membre du directoire
GAUTIER BRUNO GEORGES PIERRE RENE PICQ	-	Membre du directoire
VINCENT BERNARD PIERRE PICQ	-	Membre du directoire

Les données affichées proviennent des sociétés, relations et dirigeants déjà synchronisés en base locale. Les pourcentages de détention ne sont pas disponibles dans l'API publique utilisée.

Avertissement sur les données

Cet export est un document de consultation généré par RegistreDesPermis.fr à partir de données publiques d'urbanisme importées, normalisées et mises en forme.

Malgré les contrôles réalisés, certaines informations peuvent être absentes, incomplètes, mal codées dans la source, modifiées après import ou interprétées différemment par l'administration compétente.

Les dates, surfaces, logements, demandeurs, références cadastrales, coordonnées et sociétés liées sont fournis à titre informatif. Ils ne remplacent pas les arrêtés, dossiers administratifs, plans, actes notariés, informations cadastrales officielles ou consultations auprès de la mairie compétente.

Avant toute décision opérationnelle, juridique, commerciale ou financière, il convient de vérifier les informations auprès des sources officielles et, si nécessaire, auprès d'un professionnel qualifié.